

Des doyens dans les starting-blocks pour monter leur université européenne

LE RÉSUMÉ

Le ministre de l'Enseignement supérieur annonce une enveloppe pour aider les universités à constituer leur «université européenne».

Une étape à ne pas rater pour les universités qui veulent rester dans la cour des grands.

FREDERIC ROHART

C'est une étape charnière de la vie des universités qui est en train de se jouer. La Commission européenne a lancé mercredi un appel à projets pour créer des universités européennes, des réseaux solides regroupant chacun une demi-douzaine d'Alma mater autour d'une stratégie commune. La formule, c'est Emmanuel Macron qui l'a lancée dans son discours de la Sorbonne de septembre 2017. Le Président français plaide à l'époque pour la création d'une vingtaine de ces «universités européennes», d'ici à 2024, ajoutant qu'il faudrait dès cette rentrée universitaire, «structurer les premières». Si on rappelle cela, c'est que c'est mot pour mot ce que la Commission européenne vient de proposer. Elle

a annoncé le déblocage d'une enveloppe de 30 millions d'euros pour un programme pilote qui devrait soutenir pour commencer six alliances d'universités. Elles devront chacune regrouper au moins trois établissements de trois pays de l'Union et promouvoir le renforcement de l'identité européenne tout en avivant la compétitivité des universités de l'Union.

L'annonce était anticipée. En Flandre par exemple, la KU Leuven a annoncé dès avril la «naissance d'une alliance pour une université européenne», en s'associant à des universités allemande, italienne, polo-

naise, espagnole et française. Côté francophone, le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS) annonce débloquer un demi-million d'euros en 2019 pour aider les universités à forger de tels partenariats. Il s'agit, explique son porte-parole Gaël Lambinon, de «pousser les universités belges francophones à entrer directement dans le peloton de tête». L'enveloppe n'est pas plantureuse, mais le message politique est clair.

L'ULB, la civique

Les alliances en cours de conception, conçues pour être durables et profondes, touchent à l'ADN des universités. Ainsi l'Université libre de Bruxelles (ULB) a-t-elle annoncé ce mardi la constitution d'une université «civique» européenne. Voilà donc le cœur du projet défendu: un

engagement sociétal fort. Qui se reflète dans la variété des partenaires: Stockholm, synonyme d'excellence, côtoie des universités comme Kapodistrian d'Athènes, ou Bucarest; Aix Marseille, la plus grande de France, s'allie avec Eberhard Karls dans la ville allemande de Tübingen, à l'Université autonome de Madrid et à La Sapienza de Rome. «Il est important pour nous de ne pas faire un clivage de riches», explique le recteur Yvon Englert. Même si coordonner huit institutions n'est pas un mince défi, l'évidence de s'investir dans la création d'une telle alliance s'est imposée. D'abord pour amplifier la mobilité étudiante: «Pour l'ouverture d'esprit qu'apporte le fait d'avoir une expérience à l'étranger, et pour l'ambition des langues: le monde de demain sera multilingue. On est conscients de l'appauvrissement culturel lié à une langue véhiculaire (l'anglais) que l'on s'approprie sans la culture qui l'accompagne.» L'alliance doit ensuite amplifier les échanges en matière de recherche, poursuit Yvon Englert. «Nos universités représentent 50.000 membres de personnel, c'est une force de re-

cherche, une ressource qui peut être extrêmement stimulante si nous parvenons à la connecter. Et c'est l'ambition.» L'objectif à terme, poursuit-il, est de créer un espace commun «où les étudiants, chercheurs et le personnel pourront se mouvoir et fonctionner comme chez nous dans chacune des institutions de l'alliance».

On note que la sœur siamoise flamande, la Vrije Universiteit Brussel (VUB), n'est pas dans le groupe – «on a eu une longue discussion là-dessus, et ça n'a pas été un choix simple». Et qu'à l'heure du Brexit, l'alliance ne compte pas d'université britannique. «C'est un regret: j'en voulais une, indique Yvon Englert. Mais c'est très difficile de conclure tant que la situation n'est pas clarifiée.» Les lignes pourraient encore bouger, assure-t-il cependant: «On part pour une phase d'une dizaine d'années d'expérimentation vers un nouveau modèle.»

L'UCL, la chercheuse

À l'Université catholique de Louvain (UCLouvain), le recteur Vincent Blondel confirme qu'une alliance du même type est en gestation. Il se refuse pour l'heure à nommer les «alliés»: «Nous communiquerons sur la composition de manière simultanée dans le courant novembre.» L'alliance regroupera «six-sept acteurs, qui ont une distribution géographique européenne et se réunissent sur une ambition en matière de qualité d'enseignement, d'innovation pédagogique», indique-t-il. Avec comme volonté commune de développer une qualité d'éducation et de recherche «de tout premier plan». Cette alliance comptera d'ailleurs «une université britannique de tout premier plan», annonce déjà Vincent Blondel. Un signal clair: «Nous sommes à un moment dans lequel il est important de montrer cette volonté d'avoir une université anglaise à bord.» L'UCLouvain

est déjà membre de The Guild, un regroupement plus large d'univer-

sités qui se définissent comme «à haute intensité de recherche», dont le membre britannique est le King's College de Londres.

L'ULg, la régionale

Une université européenne? Mais il y en a déjà une, souligne le nouveau recteur de l'Université de Liège (ULiège) Pierre Wolper! L'Université de la Grande région (UNI-GR) réunit six établissements d'Allemagne (universités de Kaiserslautern, de la Sarre et de Trèves), de Belgique (ULiège), de France (Université de Lorraine) et du Luxembourg (éponyme). L'appel de la Commission est peut-être une opportunité pour resserrer leurs liens. Car les échanges au sein du groupement ne sont pas équilibrés, notamment pour des raisons linguistiques. «À Liège, les étudiants qui pratiquent l'allemand sont encore une petite minorité. Former plus d'étudiants qui pratiquent l'allemand est une condition pour faciliter la mobilité.» En attendant, il serait absurde de ne pas construire sur la «grande région», estime Pierre Wolper.

Pour accéder au rang «d'université européenne», il faudra aux Liégeois, aux Louvanistes, aux Bruxellois et aux autres bétonner un dossier. Les demandes de subventions pour le projet pilote devront être remises avant le 28 février prochain pour un lancement au dernier trimestre 2019.

30 millions €

La Commission européenne prévoit 30 millions d'euros pour soutenir les premiers projets d'universités européennes. La Communauté française ajoute 500.000 euros pour 2019.